



**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge  
après dépôt de l'acte**

Rése  
au  
Monit  
belg



**\*19058337\***

**Déposé / Reçu le**

**16 AVR. 2019**

au greffe du tribunal de l'entreprise  
francophone de Bruxelles

**N° d'entreprise :** 0424. 979. 978

**Dénomination** LES APEROS BOITSFORTOIS  
(en entier) :

(en abrégé) :

**Forme juridique :** Association sans but lucratif

**Siège :** Watermael-Boitsfort (1170 Bruxelles) place Wiener, 7

**Objet de l'acte :** Constitution

### **TITRE I – DÉNOMINATION – SIÈGE – DURÉE – BUT**

#### **Article 1 Dénomination.**

L'association est dénommée «les apéros boitsfortois ASBL».

Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant des associations sans but lucratif mentionnent la dénomination de l'association, précédée ou suivie immédiatement des mots " association sans but lucratif " ou du sigle " ASBL ", ainsi que de l'adresse du siège de l'association.

#### **Article 2 Siège.**

Son siège est établi à place wiener n°7 1170 bruxelles, arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Le siège peut être transféré dans tout autre lieu en Belgique, par décision de l'assemblée générale publiée dans le mois de sa date aux annexes au Moniteur Belge.

#### **Article 3 Durée - Fondateurs.**

L'association a été constituée le 01 avril 2019 pour une durée indéterminée.

Ses fondateurs sont: PHILIPPE HOUYET domicilié 43 rue de la cigale à 1170 Watermael Boitsfort, JETON REDJEPI domicilié 37 avenue de champel à 1200 Geneve Suisse, LULZIM ASANI domicilié 133 rue terre neuve à 1000 Bruxelles et FRANCESCO CIPRIANO domicilié 16 rue major Brück a 1170 Watermael Boitsfort.

#### **Article 4 But.**

L'association a pour but de promouvoir, sans but lucratif, l'organisation d'événements culturels et social.

Elle peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet et notamment prêter son concours à toute activité similaire à son objet..

### **TITRE II - MEMBRES**

#### **Article 5 Membres effectifs.**

L'association compte un minimum de trois membres effectifs, personnes physiques ou morales, lesquels sont soumis aux dispositions des présents statuts et aux dispositions légales en vigueur en matière d'association sans but lucratif.

Les membres effectifs sont :

1. Les membres désignés comme tel lors de l'assemblée générale du 01/04/2019;
2. Tout membre adhérent admis, sur présentation et l'acceptation de tous les

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 26/04/2019 - Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association, la fondation ou l'organisme à l'égard des tiers.

Au verso : Nom et signature

membres effectifs, par le conseil d'administration statuant des voix. Sa décision est sans appel et ne doit pas être motivée. Elle est portée par lettre ordinaire à la connaissance du candidat.

#### **Article 6 Membres adhérents.**

Toute personne physique ou morale qui souhaite soutenir les activités de l'association, peut requérir par écrit la qualité de membre adhérent au conseil d'administration.

Le conseil d'administration examine la candidature lors de sa plus prochaine réunion et statue à majorité absolue. Sa décision est sans appel et ne doit pas être motivée. Elle est portée par lettre ordinaire à la connaissance du candidat.

Le candidat non admis ne peut se représenter qu'après un délai d'une année à compter de la date de la décision du conseil d'administration.

Les membres adhérents n'ont d'autres droits et obligations que ceux leur réservés par les présents statuts.

#### **Article 7 Démission - Déchéance.**

Les membres effectifs et adhérents sont libres de se retirer à tout moment de l'association en adressant par écrit recommandé leur démission au Président du conseil d'administration, au siège de l'association.

Est réputé démissionnaire, le membre adhérent qui ne paie pas la cotisation qui lui incombe, dans le mois du rappel lui adressé par lettre recommandée.

Les membres tant effectifs qu'adhérents cessent d'être membres de l'association par décès, liquidation, faillite ou concordat judiciaire.

#### **Article 8 Suspension.**

Le membre effectif qui n'a pas payé sa cotisation pour l'année en cours endéans le délai fixé par le conseil d'administration pourra être suspendu par le conseil d'administration, à défaut de régularisation dans le mois qui suit l'envoi d'un rappel lui adressé par lettre recommandée. Cette suspension prendra fin dès paiement intégral en principal et intérêts de retard éventuels des arriérés de cotisation. A défaut de régularisation dans le mois de la suspension, il pourra être réputé démissionnaire par décision du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut suspendre, jusqu'à décision de l'assemblée générale, les membres effectifs qui se seraient rendus coupables d'infraction grave aux statuts et aux lois de l'honneur et de la bienséance.

Le membre suspendu perd son droit de vote pour la durée de la suspension.

#### **Article 9 Exclusion.**

Sur proposition du conseil d'administration ou à la requête d'un cinquième des membres effectifs, l'assemblée générale réunissant la moitié des membres effectifs, décide à la majorité des deux tiers des voix des membres effectifs présents ou représentés, l'exclusion du membre effectif qui se serait rendu coupable d'infraction grave aux statuts et aux lois de l'honneur et de la bienséance.

Préalablement à cette décision l'assemblée générale entend la défense de l'intéressé ou de son représentant.

Le conseil d'administration, statuant à majorité des deux tiers, se prononce sur l'exclusion du membre adhérent qui se serait rendu coupable d'un manquement grave aux statuts et aux lois de l'honneur et de la bienséance.

#### **Article 10 Registre des membres effectifs.**

Le conseil d'administration tient au siège de l'association ou en tout autre endroit un registre des membres effectifs contenant, outre leur identité des membres effectifs, les décisions d'admission, de démission, de déchéance ou d'exclusion. Le conseil d'administration peut également établir un registre des membres adhérents.

En cas d'admission, de démission, de déchéance ou d'exclusion de membres effectifs, une liste des membres effectifs mise à jour est déposée au greffe du

tribunal de commerce dans le mois de la date anniversaire du dépôt des statuts.

### **TITRE III – COTISATIONS – MISES À DISPOSITION.**

#### **Article 11 Cotisations.**

Chaque année, le conseil d'administration peut décider du paiement par les membres effectifs et adhérents d'une cotisation annuelle qui ne peut dépasser vingt-cinq euros (25 EUR)

### **TITRE IV – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

#### **Article 12 Composition.**

L'assemblée générale est composée de tous les membres effectifs.

#### **Article 13 Compétences.**

L'assemblée générale possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts.

Sont notamment réservées à sa compétence :

1. les modifications aux statuts ;
2. la nomination et la révocation des administrateurs ;
3. le cas échéant, la nomination des commissaires ;
4. l'approbation des budgets et comptes ainsi que la décharge à octroyer aux administrateurs et commissaires ;
5. la dissolution volontaire de l'association ;
6. les exclusions de membres effectifs ;
7. la transformation de l'association en société à finalité sociale.

#### **Article 14 Réunions - Présidence.**

Il est tenu chaque année, au siège de l'association ou à tout autre lieu désigné dans la convocation, une assemblée générale ordinaire le 01 du mois d'avril, à 10 heures.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tient le premier jour ouvrable suivant, à la même heure.

Le conseil d'administration peut convoquer une assemblée générale extraordinaire s'il le juge utile.

Une assemblée générale extraordinaire devra, en outre, être convoquée chaque fois qu'un cinquième des membres effectifs de l'association en fait la demande au conseil d'administration. Cette assemblée doit être convoquée dans le mois de la demande et les points proposés doivent figurer à l'ordre du jour.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent aux jour, heure et lieu mentionnés dans la convocation.

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à défaut, par le plus âgé des administrateurs présents.

#### **Article 15 Convocation.**

Les convocations sont adressées par courrier ordinaire, électronique ou télécopie adressé à chacun des membres effectifs huit jours au moins avant l'assemblée et contiennent l'ordre du jour.

Huit jours avant l'assemblée générale, les documents nécessaires à la discussion de l'ordre du jour sont transmis aux membres effectifs

#### **Article 16 Représentation - Droit de vote.**

Les membres effectifs pourront chacun se faire représenter à l'assemblée générale par un autre membre effectif porteur d'une procuration spéciale, qui pourra être donné sous forme de simple lettre, télégramme ou télécopie et dont le conseil d'administration peut déterminer, le cas échéant, la forme.

Chaque mandataire ne pourra cependant être porteur de plus d'une procuration.

Chaque membre effectif dispose d'une voix.

#### **Article 17 Délibérations – Procès-verbaux.**

L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour, alors même qu'il s'agirait de la révocation d'administrateurs ou de commissaires.

Sauf dans les cas prévus par la loi ou par les présents statuts, l'assemblée statue valablement quel que soit le nombre de membres effectifs présents ou représentés et à la majorité simple des voix.

Si tous les membres sont présents ou représentés et tous sont d'accord, l'assemblée peut délibérer sur des points qui ne sont pas à l'ordre à jour, si l'urgence le requiert, à l'exclusion des délibérations pour lesquelles une majorité spéciale est requise par la loi ou les présents statuts et des délibérations ayant pour objet la révocation d'administrateurs ou de commissaires.

Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un registre de procès-verbaux signés par le président et un administrateur.

Ce registre est conservé au siège social où tous les membres effectifs peuvent en prendre connaissance mais sans déplacement du registre.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés, soit par le président du conseil d'administration, soit par un administrateur-délégué, soit par deux administrateurs.

Les résolutions des assemblées générales, qui présentent un intérêt particulier pour l'ensemble des membres, sont portées à leur connaissance par lettre circulaire. Les résolutions qui intéressent les tiers leur sont communiquées par extrait.

#### **Article 18 Publicité.**

Toutes modifications aux statuts sont déposées au greffe du tribunal de commerce et publiées par extraits aux annexes du Moniteur belge conformément aux dispositions légales. Il en va de même pour tous les actes relatifs à la nomination ou à la cessation de fonctions des administrateurs et, le cas échéant, des commissaires.

### **TITRE V – ADMINISTRATION – CONTRÔLE.**

#### **Article 19 Conseil d'administration.**

L'association est administrée par un conseil d'administration composé de trois administrateurs au moins, membres de l'association ou non, nommés pour deux ans au plus par l'assemblée générale et en tout temps révocables par l'assemblée statuant à la majorité des deux tiers des voix. Toutefois, dans les conditions prévues par la loi, le conseil d'administration peut n'être composé que de deux administrateurs.

Le nombre d'administrateurs doit toujours être inférieur au nombre de membres effectifs de l'association.

Les administrateurs sortants sont rééligibles. Le mandat des administrateurs sortants non réélus cesse immédiatement à l'issue de l'assemblée générale ordinaire.

Le mandat d'administrateur n'est pas rémunéré.

#### **Article 20 Compétences.**

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association.

#### **Article 21 Présidence – Secrétariat.**

Le conseil désigne parmi ses membres un président, éventuellement un vice-président.

En cas d'empêchement du président, ses fonctions sont assumées par le vice-président ou le plus âgé des administrateurs présents.

Le conseil d'administration peut désigner, éventuellement hors de son sein, un secrétaire chargé du secrétariat du conseil d'administration et de l'assemblée

générale.

**Article 22 Réunions - Délibérations.**

Le conseil se réunit sur convocation du président ou à la demande d'un administrateur adressée au président.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que sur les points portés à l'ordre du jour et que si la moitié au moins des membres est présente ou représentée.

Tout administrateur empêché peut, même par simple lettre, courrier électronique, télégramme ou télécopie, déléguer un autre membre du conseil pour le représenter et voter en son nom. Toutefois, aucun administrateur ne peut ainsi représenter plus d'un de ses collègues.

Les résolutions sont prises à la majorité des voix des administrateurs prenant part au vote. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Elles sont consignées sous forme de procès-verbaux, signés par le président et le secrétaire et inscrites dans un registre spécial.

**Article 23 Gestion journalière.**

Le conseil d'administration peut conférer la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un administrateur qui porte alors le titre d'administrateur-délégué.

Si l'association compte plusieurs administrateurs-délégués, ils agissent individuellement.

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation de fonctions de l'administrateur-délégué sont déposés au greffe du tribunal de commerce et publiés par extraits aux annexes du Moniteur belge conformément à la loi.

**Article 24 Contrôle.**

Le cas échéant et en tous cas lorsque la loi l'exige, l'association confie le contrôle de la situation financière de la société, des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans lesdits comptes, à un ou plusieurs commissaires nommés pour 1 an, par l'assemblée générale parmi les membres de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises.

Les émoluments du ou des commissaires sont fixés par l'assemblée générale à l'occasion de leur nomination.

Les commissaires sortants sont rééligibles.

**Article 25 Représentation.**

L'association est valablement représentée en justice et ailleurs soit par le président du conseil d'administration, soit par l'administrateur-délégué, soit par deux administrateurs agissant conjointement. Dans les limites de la gestion journalière, l'association est valablement représentée par l'administrateur délégué. Elle est en outre, dans les limites de leurs mandats, valablement engagée par des mandataires spéciaux.

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation de fonctions des personnes habilitées à représenter l'association sont déposés au greffe du tribunal de commerce et publiés par extraits aux annexes du Moniteur belge conformément à la loi.

**TITRE VII – EXERCICE SOCIAL – DISSOLUTION.****Article 26 Exercice et Ecritures sociales.**

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Les comptes de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant sont annuellement soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire. Ils sont tenus, déposés au greffe du tribunal de commerce et, le cas échéant, à la Banque

Nationale conformément aux dispositions légales.

### Article 27 Dissolution - Liquidation.

En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et indique l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social.

Cette affectation doit obligatoirement être faite en faveur d'une fin désintéressée.

Toutes décisions relatives à la dissolution, aux conditions de la liquidation, à la nomination et à la cessation de fonctions du ou des liquidateur(s), à la clôture de la liquidation, ainsi qu'à l'affectation de l'actif net, sont déposées au greffe du tribunal de commerce et publiées aux annexes du Moniteur comme dit aux articles 23 et 26 novies de la loi sur les associations sans but lucratif.

### TITRE VIII DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

### Article 28 Règlement d'ordre intérieur.

Un règlement d'ordre intérieur pourra être présenté par le conseil d'administration à l'assemblée générale. Des modifications à ce règlement pourront être apportées par une assemblée générale, statuant à la majorité simple des membres présents ou représentés.

### Article 29 Election de domicile.

Pour l'exécution des présents statuts, tout membre effectif ou adhérent, administrateur, membre du comité d'achat, fondé de pouvoirs, liquidateur, domicilié à l'étranger est tenu d'élire domicile en Belgique. A défaut, il sera censé avoir élu domicile au siège de l'association.

### Article 30 Droit commun.

Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, il est référé aux dispositions légales.

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

#### PREMIERE ASSEMBLEE GENERALE

L'association étant ainsi constituée, les constituants réunis en assemblée générale extraordinaire, prennent à l'unanimité les décisions suivantes :

#### a) Nomination des administrateurs

Le nombre des administrateurs est fixé à 3.

Sont appelés à ces fonctions :

- Houyet Philippe né le 23/10/1968 à Uccle domicilié 43 rue de la cigale 1170 Watermael Boitsfort

- Redjepi Jeton né le 22/10/80 à Skopje (republique de Macedoine) domicilié a 37 avenue de Champel 1200 Geneve Suisse

- Asani Lulzim né le 28/05/79 à Uccle domicilié 133 rue terre neuve 1000 Bruxelles

Tous prénommés

Lesquels interviennent aux présentes et acceptent.

Lesdits mandats :

- sont exercés à titre gratuit.

- se terminent immédiatement après l'assemblée ordinaire de 01 avril 2020

#### b) Nomination des commissaires

Etant donné qu'il résulte d'estimations faites de bonne foi que pour le premier exercice social l'association répond aux critères énoncés à l'article 53 § 5 de la loi, il a été décidé de ne pas nommer de commissaire.

#### c) Procuration pour formalités :

Les administrateurs ici présents et/ou représentés, agissant en vertu du mandat leur confié (sous réserve du dépôt de l'extrait de cet acte au greffe du tribunal de commerce compétent et de l'acquisition en découlant de la personnalité juridique pour l'association constituée par les présentes), déclare accorder mandat, pour une durée illimitée et avec la possibilité de substitution, à : un administrateur dont question ci-avant, pour à son nom et pour compte de l'association, à la suite de sa constitution, par l'intermédiaire d'un guichet d'entreprise reconnu de son choix, exécuter toutes les formalités légales administratives à la Banque Carrefour des Entreprises (demande d'un numéro d'entreprise et éventuellement d'un numéro de l'unité d'établissement) ainsi qu'aux services de la Taxe sur la valeur ajoutée (déclaration d'ouverture d'activité)

Réservé  
au  
Moniteur  
belge

**Volet B - suite**

Le(s) mandant(s) déclare(nt) au surplus qu'il (s) (elle) (s) a (ont) été suffisamment informé(s) (e) (es) du coût des prestations, objets du présent mandat.

Ces pouvoirs portent sur tous les changements, inscriptions, radiations et toutes autres formalités pour des décisions prises dans le passé ou le futur.

**PREMIER CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Les administrateurs nommés ci-dessus, réunis en conseil, ont désigné comme :

-Président du Conseil d'Administration : **Houyet Philippe**, prénommé,

-Secrétaire : **Cipriano Francesco**, prénommé,

-Trésorier : **Asani Lulzim**, prénommé.

Tous ici présents et qui déclarent accepter.

En conséquence **les administrateurs** peuvent :

Toucher et recevoir de la Banque Nationale de Belgique, du Trésor Belge, de toutes caisses publiques et de toutes administrations, associations ou personnes quelconques, toutes sommes ou valeurs qui pourront être dues à l'association, en principal, intérêts et accessoires, pour quelque cause que ce soit, retirer toutes sommes ou valeurs consignées; de toutes sommes ou valeurs reçues, donner bonne et valable quittance et décharge au nom de la association; payer en principal, intérêts et accessoires, toutes sommes que la association pourrait devoir.

Faire ouvrir au nom de l'association tous comptes en banque.

Signer, négocier, endosser tous effets de paiement, mandats, chèques, traites, billets à ordre, bons de virement et autres documents nécessaires ; accepter, avaliser toutes traites, prolonger le délai de traites ou effets de paiement échus ; faire établir et accepter toutes compensations, accepter et consentir toutes subrogations.

Retirer au nom de l'association, de la poste, de la douane, de toutes messageries et chemins de fer ou recevoir à domicile les lettres, caisses, paquets, colis, recommandés ou non, chargés ou non, et ceux renfermant des valeurs déclarées ; se faire remettre tous dépôts ; présenter les connaissements, lettres de voiture et autres documents nécessaires ; signer toutes pièces et décharges.

Dresser tous inventaires des biens et valeurs quelconques pouvant appartenir à l'association.

Nommer, révoquer, destituer tous agents et employés de l'association, fixer leurs traitements, remises, salaires, gratifications, ainsi que toutes les autres conditions de leur admission et de leur départ.

Requérir toutes inscriptions, modifications ou radiations au registre de commerce.

Solliciter l'affiliation de l'association à tous organismes d'ordre professionnel.

Représenter l'association devant toutes administrations publiques ou privées.

Substituer un ou plusieurs mandataires dans telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixe.

L'énumération qui précède étant énonciative et non limitative.

Tout ceci en vertu de la loi du du 26 Juin 1921 sur les ASBL

Les comparants ont déclaré qu'ils estimaient ne pas être en présence d'intérêts manifestement contradictoires et qu'ils considèrent également que tous les engagements repris dans le présent acte sont équitables ; ils déclarent les accepter ainsi.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 26/04/2019 - Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association, la fondation ou l'organisme à l'égard des tiers.

Au verso : Nom et signature